

POUR une Europe solidaire NON au Traité d'austérité

Manifestation nationale Dimanche 30 septembre à 13h30, Place de la Nation (Paris)

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous l'intitulé de "Pacte budgétaire". Il s'était pourtant engagé à le renégocier.

En imposant l'obligation d'équilibre budgétaire permanent, il entraînerait des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Dans le contexte actuel, couper dans les dépenses publiques ne ferait qu'accentuer la récession, aggraver le chômage et les déficits. En plus de cela, le Pacte budgétaire priverait la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.

Nous disons NON, en tant que citoyens

Car le Pacte budgétaire prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. Il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux, niant ainsi la souveraineté populaire. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.



Nous disons NON, en tant que salariés

Car les "programmes d'ajustement structurel" aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté affaiblissent les services publics et les systèmes de protection sociale, accroissent les inégalités et touchent les populations les plus précaires - femmes, jeunes, ouvriers, immigrés, retraités. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraînerait toute l'Union dans une spirale dépressive qui généraliserait la baisse du niveau de vie et la pauvreté.

Nous disons NON, en tant que personnels de l'AFP

Car la logique du Pacte budgétaire vise à offrir aux appétits financiers la Santé, l'Education, les Moyens de communication, la Culture, l'Information... C'est au nom de cette logique qu'est menée la campagne contre la contribution de l'Etat au financement de la mission d'intérêt général de l'Agence France-Presse.

N'ayons aucune illusion : encore plus d'austérité en France impliquerait encore plus de coupes dans le budget de l'agence, avec peut-être à la clé de nouvelles attaques contre notre statut d'indépendance.



Nous sommes tous concernés !

SUD-AFP sera dans la manifestation, dimanche 30 septembre, Place de la Nation à 13h30. **Retrouvez-nous dans le cortège de l'Union syndicale SOLIDAIRES.**

Voir la déclaration unitaire: <http://www.stopausterite.org/?p=8>



Paris, le mardi 25 septembre 2012

SUD-AFP (SUD Culture & Médias Solidaires)